

**Réponse du Conseil administratif à la motion du 9 septembre 2003 de M. Roberto Broggin, acceptée par le Conseil municipal le 10 mars 2004, intitulée: «L'Unireso aussi pour les conseillers municipaux».**

*TEXTE DE LA MOTION*

Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à proposer aux conseillers municipaux un abonnement à Unireso aux mêmes conditions que celles offertes aux employés de la fonction publique municipale.

*RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF*

Le Conseil administratif s'emploie depuis de nombreuses années à favoriser le report modal des déplacements vers les transports en commun et les mobilités douces. Il a entrepris une politique de sensibilisation à l'intérieur de l'administration qui a abouti, en 2002, au lancement du «Bouquet de transports». L'un de ses volets permet aux membres du personnel de l'administration municipale de bénéficier d'un abonnement annuel Unireso tout Genève à un tarif préférentiel.

Cette offre est rendue possible par le mécanisme suivant. Les Transports publics genevois (TPG) accordent à la Ville de Genève un rabais «grand compte». Il s'agit d'un rabais sur les frais d'administration des abonnements, ce travail de gestion étant en effet effectué par la Direction des ressources humaines.

D'autre part, les employés municipaux qui utilisent des places de stationnement appartenant à la Ville de Genève paient pour cet usage un loyer dont le montant est versé sur un compte contribuant au financement de l'abonnement Unireso des employés se déplaçant en transports publics. Ce compte ne reçoit d'ailleurs aucune autre subvention; ainsi, la réduction du coût de l'abonnement doit être régulièrement réévaluée en fonction des montants encaissés.

C'est pourquoi l'offre pour les conseillers municipaux ne peut pas être simplement intégrée à celle des employés municipaux.

Il est, par contre, tout à fait possible de considérer le Conseil municipal comme une entité indépendante avec un accord spécifique, à l'instar de ce que les TPG ont pratiqué pour les députés cantonaux, qui ne sont pas pris en compte dans l'accord «grand compte» avec le Canton.

Si le Conseil municipal en fait la demande, le secrétariat du Conseil administratif fera procéder à la création d'un «grand compte B» dont les conditions seraient les suivantes:

- pour l’achat de moins de 50 abonnements, un rabais de 50 francs sur tous les types d’abonnements annuels (abonnement adulte 600 francs au lieu de 650 francs);
- dès 50 abonnements, un rabais de 83 francs sur l’abonnement adulte (567 francs au lieu de 650 francs) et de 72 francs sur les abonnements junior et senior.

Dans ce cas, les modalités de commande et de paiement seront transmises au Conseil municipal par le secrétariat dudit conseil.

Les rabais devront être réévalués chaque année en fonction de l’évolution du quota.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:  
*Jacques Moret*

Le maire:  
*Rémy Pagani*

Le 23 septembre 2009.